

Note à l'intention du réseau et des partenaires

Un très bel été émaillé d'incertitudes

► Vers un très bel été 2022...

Après un début d'année 2022 dynamique¹, la saison estivale s'annonce sous les meilleurs auspices, malgré quelques motifs d'inquiétude. Selon une enquête d'ADN Tourisme réalisée auprès des opérateurs institutionnels, 7 Français sur 10 ont l'intention de partir en vacances au cours de la période allant de juillet à septembre, soit une augmentation de 10% par rapport à la même période en 2021. Les réservations se concentrent sur le mois d'août, et le mois de septembre semble plus favorable que le mois de juin. Ces séjours devraient durer en moyenne 11 jours.

En ce qui concerne les destinations privilégiées, 3 Français sur 4 font le choix de la France, soit un recul de 6% par rapport à 2021. Mais dans le même temps, on enregistre le retour des clientèles étrangères, particulièrement de proximité (belge, suisse, italienne et britannique). Dans ce domaine, on observe des niveaux de réservation équivalents, voire supérieurs à ceux de 2019.

Enfin, on note un retour aux pratiques en vigueur avant le covid. Les vacanciers optent très largement pour le littoral ainsi que pour les destinations urbaines, tandis que la moyenne montagne est en léger recul, et que « l'effet campagne » s'estompe, y compris pour les clientèles internationales.

► ... en dépit de craintes légitimes

Il subsiste cependant quelques raisons de demeurer vigilants. Tout d'abord, la reprise épidémique suscite encore chez les Français des réflexes de prudence quant à leurs conditions de voyage. S'ils repartent, ils prêtent une attention particulière à la propreté (critère estimé important pour 39% d'entre eux), aux normes de santé et d'hygiène (39%) et à la présence de

¹ Selon la note de conjoncture de l'économie touristique d'Atout France parue en mai 2022, durant le premier trimestre de cette année, le volume de nuitées des Français sur le territoire atteint quasiment le niveau des 3 premiers mois de 2019 [-4,8%] et enregistre un bond de +23,4% par rapport au premier trimestre 2021.

standards élevés de sécurité (39% également), comme le montre l'étude Interface Tourism Insights.

Le contexte économique ensuite, marqué une inflation relativement importante et surtout un prix très élevé des carburants, peut inciter les Français à restreindre leurs déplacements. Selon le cabinet Protourisme, les séjours en France coûteront environ 12 % de plus que l'année dernière. Si 63 % des Français ont décidé de ne pas modifier leur projet initial et ont accepté de payer plus cher, 37 % ont changé leurs plans. Dans ce dernier cas, soit ils choisissent des destinations peu onéreuses, soit ils partent plus longtemps pour amortir les frais de transport et optent pour un hébergement moins cher, soit ils raccourcissent la durée de leur séjour.

Enfin, deux autres phénomènes peuvent venir tempérer ces prévisions optimistes. La survenue d'événements climatiques extrêmes peut dissuader certains Français de se déplacer dans des régions « à risques », et surtout les difficultés de recrutement peuvent impacter l'offre de séjours, d'hébergement et de restauration, en rendant délicat le maintien de la qualité du service.

• Derrière l'embellie, des Français qui ne partent pas

Enfin, il demeure une ombre plus sombre encore au tableau de ces pronostics favorables : près de 40% des Français ne partiront pas en vacances cet été. En outre, selon une enquête réalisée par l'IFOP pour la Fondation Jean Jaurès, l'Alliance France Tourisme et l'UNAT, parmi ceux qui envisagent de partir, 27% signalent que cela peut encore changer. Ce phénomène est naturellement loin d'être nouveau : ainsi au cours des cinq dernières années, un Français sur deux (52%) indique-t-il avoir du renoncer à partir au moins une fois en vacances d'été pour des raisons financières.

Les fractures sociales recoupent évidemment les chiffres du non-départ, puisque 81% des cadres et professions intermédiaires supérieures partiront contre 56% des ouvriers et 42% des ménages pauvres. Ces chiffres reflètent également les clivages territoriaux : le départ en vacances concerne 78% des habitants de l'agglomération parisienne contre 54% pour les communes rurales. Par ailleurs, une autre catégorie peut être amenée à renoncer, celle des familles avec trois enfants et plus. Enfin, il est à noter que cette disparité se reproduit tout au long de la vie, puisque 64 % des Français qui indiquent qu'ils ne partiront pas cet été soulignent qu'ils ne partaient pas non plus dans leur jeunesse.